



Certifié ISO 9001/14001/45001

FONDS SPECIAL D'EQUIPEMENT ET D'INTERVENTION INTERCOMMUNALE

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE

N° ~~010~~ /AONO/FEICOM/CIPM/2026 du ~~29~~ **29** ~~JUIL~~ **JUIL** ~~2026~~ **2026**

**POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN MINI RESEAU D'ADDUCTION EN EAU POTABLE A
L'AGENCE REGIONALE FEICOM DE L'OUEST**

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de l'amélioration des conditions de travail du personnel, Le Directeur Général du Fonds Spécial d'Équipement et d'Intervention Intercommunale (FEICOM), lance un Appel d'Offres National Ouvert pour les travaux de construction d'un mini réseau d'adduction en eau potable à l'Agence Régionale FEICOM de l'Ouest.

2. Consistance des Prestations

Les travaux à exécuter pour ce mini AEP sont regroupés en les lots ci-après :

- Études hydrogéologiques / installation de chantier / implantation du forage ;
- Construction d'un forage ;
- Fourniture et pose moyen d'exhaure du forage ;
- Conduite d'adduction ;
- Alimentation des pompes en énergie solaire ;
- Fourniture et pose d'un réservoir de stockage en plastique de 5m³ ;
- Périmètre de sécurité du forage et des panneaux solaires ;
- Prestations diverses.

Les travaux à réaliser sont détaillés dans le Cahier de Clauses Techniques Particulières (CCTP), le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif.

3. Tranches/Allotissement

Sans objet.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de la présente prestation est de **vingt millions (20 000 000) francs CFA TTC**.

5. Délai prévisionnel

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage, est fixé à deux (02) mois à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer l'exécution du marché.

6. Participation et origine

Le présent Appel d'Offres est ouvert aux entreprises de droit Camerounais exclusivement de catégorie D, du sous-secteur Autres infrastructures dans le domaine d'intervention d'hydraulique.

7. Financement

Les prestations, objet du présent appel d'offres sont financées par le budget du Fonds Spécial d'Equipeement et d'Intervention Intercommunale (FEICOM), des exercices 2026 et suivant, sur la ligne d'imputation budgétaire de référence **61-21-20 « Entretien bâtiment »**.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est exclusivement en ligne.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission timbré, dont le montant s'élève à **deux cent mille (200.000) francs CFA**. Ledit cautionnement de soumission est établi par une banque ou une compagnie d'assurances de 1^{er} ordre agréée par le Ministre des Finances et dont la liste figure dans la pièce 12 du DAO, du montant ci-dessus, acquitté à la main par l'émetteur et valable pendant 30 jours au-delà de la date limite de validité des offres fixée.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Par ailleurs, ces cautionnements doivent être accompagnés chacun d'un récépissé de consignation délivré par la CDEC. En cas de chèque-banque ou certifié délivré en lieu et place des cautionnements, lesdits chèques doivent être transmis à la CDEC par l'établissement financier émetteur au moins sept (07) jours ouvrables avant l'ouverture des plis. L'absence de cette pièce entraîne le rejet immédiat de l'offre.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le DAO est consultable en ligne dès publication du présent Avis sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

Il peut également être consulté gratuitement dans les services du MO aux heures ouvrables au Service des Marchés et Approvisionnements, sis à l'ancien siège du FEICOM à Yaoundé Mimboman BP 718 Yaoundé, FEICOM, 381 Rue 4.561 MIMBOMAN YDE 4ème, Téléphone 222 235 164 ; poste 217 ; Fax 222 23 17 59 dès publication du présent avis.

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version électronique du DAO peut être obtenue par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées.

Toutefois, la soumission est conditionnée par le versement d'une somme non remboursable de **cinquante mille (50.000) francs CFA** payable dans le Compte Spécial CAS – ARMP ouvert dans les Agences BICEC. La quittance de versement fera l'objet d'un enregistrement préalable à la soumission en ligne auprès du Service des Marchés et Approvisionnements.

12. Remise des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le **02 SEPT 2026** à **09 heures précises**. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli fermé et scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus des références de la consultation ci-dessous dans les délais impartis :

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE

**N° 000 AONO/FEICOM/CIPM/2026 DU 29 JUIL 2026 POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN
MINI RESEAU D'ADDUCTION EN EAU POTABLE A L'AGENCE REGIONALE FEICOM DE L'OUEST,
AU TITRE DES EXERCICES 2026 et suivant
"A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement"**

N.B : Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Recevabilité des plis

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Un cautionnement de soumission produit mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considéré comme absent. Le cautionnement de soumission présenté par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des Offres qui se fera en un temps, aura lieu le **02 SEPT 2026** à **10 heures** précises par la Commission Interne de Passation des Marchés auprès du FEICOM dans la salle de réunions de ladite Commission sise à l'ancien siège du FEICOM, Rue 4.561, BP 718.

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises dont le cautionnement de soumission, devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées par l'autorité compétente des administrations concernées. Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée et ayant une parfaite connaissance du dossier.

15. Critères d'évaluation des Offres

A. Critères éliminatoires :

1. La non-production dans un délai de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente (excepté le cautionnement de soumission et le récépissé CDEC) ;
2. L'absence du cautionnement de soumission acquitté à la main à l'ouverture des plis conformément à la lettre circulaire du 25 avril 2022 relative à l'application du Code des Marchés Publics accompagné du récépissé délivré par la CDEC à l'ouverture des plis ;
3. Les fausses déclarations, les manœuvres frauduleuses ou la falsification de pièces ;

4. Le non-respect de 3/4 critères essentiels dont la méthodologie ;
5. L'absence de la Capacité de financière ;
6. L'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des marchés au cours des trois dernières années ;
7. L'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
8. L'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
9. L'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
10. L'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
11. L'absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS ;
12. L'absence d'une copie certifiée par le Ministre chargé des Marchés Publics ou par son représentant mandaté de l'attestation de catégorisation ou de la décision rendant publique la classification du soumissionnaire.

B. Critères essentiels :

Les critères relatifs à la qualification des candidats sont les suivants :

- 1- Présentation générale de l'offre ;
- 2- Méthodologie et organisation du travail ;
- 3- Preuves d'acceptation des conditions du marché ;
- 4- Rapport des constats et recommandations accompagné d'une déclaration signée sur l'honneur de visite des sites.

16. Attribution

L'Autorité Contractante attribuera le marché au soumissionnaire présentant l'offre remplissant les critères de qualification technique et financière requis et dont l'offre financière évaluée est la moins-disante.

17. Nombre maximum de lots

Sans objet.

18. Durée de validité des Offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

19. Assistance technique

Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d'un problème technique ou lié à l'utilisation de la plateforme, bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 235 669 ou écrire à l'adresse email dsi@minmap.cm.

20. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus aux heures ouvrables auprès du Service des Marchés et Approvisionnements sis à l'ancien siège du FEICOM :

Tél : (237) 222 23 51 64, Poste 217, Porte 11.

BP : 718 YAOUNDE, FEICOM, Rue 4.561

Fax : (237) 222 23 17 59

Ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.publiccontracts.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>

21. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, l'ARMP au numéro Ou le MO/MOD au numéro 237) 222 23 51 64.

**LE DIRECTEUR GENERAL,
MAITRE D'OUVRAGE,**

Copies :

- MINMAP/ATCR ;
- ARMP pour insertion au JDM ;
- Président/CIPM ;
- Affichage ;
- Chrono/Archives.



Philippe Camille Akou
MAGISTRAT HORS-HIERARCHIE



Certifié ISO 9001/14001/45001

SPECIAL COUNCIL SUPPORT FUND FOR MUTUAL ASSISTANCE

INTERNAL TENDERS BOARD

**OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER IN EMERGENCY PROCEDURE N° 020-
/AONO/FEICOM/CIPM 2026 OF..... FOR THE CONSTRUCTION WORKS OF A MINI DRINKING
WATER SUPPLY NETWORK AT THE FEICOM REGIONAL AGENCY OF THE WEST**

1. Subject of the Call for Tender

As part of improving the working conditions of staff, the Director General of the Special Council Support Fund for Mutual Assistance (FEICOM) hereby launches a National Open Invitation to Tender for the construction works of a mini drinking water supply network at the FEICOM Regional Agency of the West.

2. Scope of the Services

The works to be carried out for this mini drinking water supply system (AEP) are grouped into the following lots:

- Hydrogeological studies / site installation / borehole layout;
- Construction of a borehole;
- Supply and installation of borehole pumping equipment;
- Water supply pipeline;
- Solar energy supply for pumps;
- Supply and installation of a 5m³ plastic storage tank;
- Security perimeter for the borehole and solar panels;
- Miscellaneous services.

The works to be carried out are detailed in the Special Technical Specifications (CCTP), the unit price schedule, and the quantitative breakdown

3. Allotment of works

Not applicable.

4. Estimated cost

The estimated cost for these supplies shall be **CFA Francs twenty million (20,000,000) Tl.**

5. Estimated execution timeframe

The maximum deadline provided for by the Project Owner for the execution of the services covered by this invitation to tender is two (02) calendar months. This deadline shall start from the date of notification of the administrative order to start services.

6. Participation and origin

The present Invitation to Tender is open exclusively to Cameroonian law companies of category D, in the "Other Infrastructures" sector within the field of hydraulic intervention.

7. Financing

The works concerned in this Invitation to tender shall be funded by the budget of the Special Council Support Fund for Mutual Assistance (FEICOM), on budget head 61-21-20 « Maintenance of buildings » 2026 and subsequent fiscal years..

8. Submission method

The submission method chosen for this consultation is online.

9. Bid bond

Each bidder shall include in his administrative documents, a hand-endorsed bid bond issued by a first-rate banking institution authorised to issue bonds for public contracts, approved by the Ministry in charge of Finance and whose list is found in document 12 of the Tender File, of an amount of **two hundred thousand (200 000) CFA francs** and valid up to thirty (30) days beyond the date of validity of bids.

The absence of the bid bond issued by a first-rate bank or financial body of first category authorised by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts shall lead to the immediate rejection of the offer. A bid bond submitted but that does not have any relation with the consultation concerned shall be considered as absent. The bid bond presented by a tenderer at the bid opening session shall not be accepted.

Furthermore, each bid security must be accompanied by a receipt of deposit issued by the CDEC. In the event that a bank cheque or certified cheque is issued in lieu of the bid security, such cheques must be transmitted to the CDEC by the issuing financial institution at least seven (07) working days prior to the opening of the bids. The absence of this document shall result in the immediate rejection of the offer

10. Consultation of the Tender File

The Tender Document (DAO) may be consulted online as soon as this Notice is published on the COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, as well as on the ARMP website (www.armp.cm).

It may also be consulted free of charge at the Contracting Authority's services during working hours, at the Procurement and Supplies Service, located at the former FEICOM headquarters in Yaoundé Mimboman, P.O. Box 718 Yaoundé, FEICOM, 381 Rue 4.561 MIMBOMAN YDE 4th, Telephone 222 235 164; extension 217; Fax 222 23 17 59, as soon as this Notice is published.

11. Acquisition of the Tender File

The Tender Document maybe obtained during working hours from the Contracts and Supplies Service, located in the farmer Head Office of FEICOM in Yaounde (Mimboman), P. O. Box 718 Yaounde, FEICOM, Street 4.561, MIMBOMAN YDE IV, Telephone 222 23 51 64; Extension 217 ; Room 11 ; Fax 222 23 17 59, upon the publication of this Notice on the presentation of a receipt attesting to the payment of the sum of CFA fifty thousand (50, 000) non-refundable into the Special Account CAS – ARMP opened in BICEC Branches

12. Submission of bids

Each offer, drafted in French or English, must be submitted by the bidder on the COLEPS platform no later than **02 SEPT 2026** at exactly 09:00 a.m. A backup copy of the offer, saved on a USB key or CD/DVD, must also be submitted in a sealed envelope clearly and legibly marked "backup copy," together with the consultation references indicated below, within the prescribed deadline.

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER IN EMERGENCY PROCEDURE
No. 030- /AONO/FEICOM/CIPM/2026 of 29 JUL 2026
THE CONSTRUCTION WORKS OF A MINI DRINKING WATER SUPPLY NETWORK AT THE FEICOM
REGIONAL AGENCY OF THE WEST
"To be opened only during the bid-opening session"

N.B: File size and format

For online submission, the maximum sizes of the documents making up the bidder's offer and that shall be forwarded to the platform are as follows:

- 5 MB for the Administrative File;
- 15 MB for the Technical bid;
- 5 MB for the Financial bid.

The following formats are accepted:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

Candidates shall use compression software to eventually reduce the size of the files to be transmitted]

13. Admissibility of bids

Administrative documents, technical and financial bids must be submitted in different and separate sealed envelopes.

Any offer that is incomplete in accordance with the requirements of the Tender Document shall be declared inadmissible. In particular, the absence of the bid security issued by an organization or financial institution authorized by the Minister in charge of finance to issue securities in the field of public procurement, or the non-compliance with the models of the documents in the Tender Document, shall result in the outright rejection of the offer without any possibility of appeal. A bid security submitted but having no relation to the consultation concerned shall be considered as absent. The bid security presented by a bidder during the bid-opening session shall be inadmissible

14. Opening of Bids

The opening of the bids, which shall be conducted in a single session, will take place on 02 SEPT 2026 at exactly 10:00 a.m. by the Internal Procurement Commission of FEICOM, in the meeting room of said Commission located at the former FEICOM headquarters, Rue 4.561, P.O. Box 718.

Under pain of rejection, the documents required in the administrative file must be produced in originals or in copies certified as true by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the stipulations of the Special Regulations. They must be less than three (3) months old from the original date of submission of tenders or have been drawn up after the date of signature of the tender notice.

In the event of the absence or non-conformity of any document in the administrative file at the bids opening session after a period of 48 hours granted by the Board, the bid shall be rejected.

Only bidders may attend this opening session or be represented therein by a person of their choice duly mandated and having a perfect knowledge of the document.

15. Evaluation criteria

A. Eliminary criteria:

1. Failure to produce, beyond 48 hours after the opening of bids, a document in the administrative file deemed to be non-compliant or missing (except the bid bond);
2. Absence of the bid security accompanied by the receipt of deposit issued by the CDEC, in accordance with Circular No. 00001/PR/MINMAP/CAB of 25 April 2022 relating to the application of the Public Procurement Code, and Circular No. 000014/LC/MINMAP of 23 July 2025 relating to the procedures for the constitution, deposit, safekeeping, restitution, and release of bid securities in public procurement;

3. Absence of financial capacity
4. false declarations, fraudulent schemes or forged documents;
5. non-compliance to 3/4 essential criteria including methodology;
6. absence of a sworn statement that it has not abandoned any contracts in the last three years
7. absence of a quantified unit price in the Financial Bid
8. Absence of an element of the financial offer (tender, BPU, DQE)
9. Absence of the Integrity charter dated and signed;
10. Absence of the Commitment statement to comply with social and environmental clauses, duly filled and signed;
11. The absence of the backup copy in the event of a malfunction of the COLEPS platform shall result in the rejection of the offer;
12. The absence of a certified copy, issued by the Minister in charge of Public Procurement or by his duly mandated representative, of the categorization certificate or of the decision-making public the classification of the bidder, shall result in the rejection of the offer.

B. Essential criteria:

1. Presentation of the bid.
2. General references of the company and similar references;
3. Proof of agreement to the contract's conditions;
4. Report of findings and recommendations accompanied by a sworn statement of site visit.;

16. Award

The Project Owner shall award the contract to the bidder with the best evaluated bid based on a combination of technical and financial criteria.

17. Allotment

Not applicable

18. Validity period of the offers

Bidders shall remain bound by their tender for ninety (90) days from the initial deadline for submission of tenders.

19. Technical support

In need of a technical support, or when there's a technical link to the use of the platform, please call the numbers follow (+237) 222 238 155 / 222 235 669 or write to this mail address dsi@minmap.cm.

20. Further information

Further information may be obtained during working hours from [(SIGAM) service, door number, post box, phone number, fax, e-mail] or online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, or any other electronic means of communication specified by the Project Owner.

21. Fighting corruption and malpractices

To report corrupt practices, facts or acts, please call NACC on or send an SMS to 1517, or the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) on (+237673 20 57 25 et 699 37 07 48, or the ARMP on (+237) or the PO/DPO on

Yaounde, the 29 .IIII. 2026
The General Manager,

Copies:

- MINMAP for report ;
- ARMP (for publication and archiving);
- Project Owner or DPO concerned, as appropriate;
- Chairperson of the Tenders Board concerned;
- Chairpersons of the CCCB, where necessary;
- Notice Board/File.



Philippe Camille Akoa
MAGISTRAT HORS-HIERARCHIE